

CÔTES D'ARMOR conjoncture

côtes d'armor développement

ENTREPRISES

COMMERCE
EXTÉRIEUR

EMPLOI
CHÔMAGE

MÉNAGES
LOGEMENT

TOURISME
AGRICULTURE

Comparaisons 3^{èmes} trimestres 2013 et 2014

ENTREPRISES

- ↗ Créations d'entreprises
- ↘ Liquidations judiciaires
- ➔ Crédits à l'équipement
- ↗ Permis de construire de locaux
- ↘ Investissements des entreprises
- ↘ Chiffres d'Affaires des entreprises

COMMERCE EXTERIEUR

- ↘ Valeur des exportations

EMPLOI – CHOMAGE

- ↘ Emploi salarié (2^{ème} trimestre 2014)
- ↗ Chômage

MENAGES – LOGEMENT

- ↗ Consommation des ménages
- ↘ Permis de construire (logements neufs)
- ↗ Crédits à l'habitat
- ↘ Crédits à la consommation
- ↘ Immatriculations de voitures
- ↗ Allocataires du RSA

TOURISME – AGRICULTURE

- ↗ Tendances à la hausse pour les abattages
- ↗ Produits de la pêche (tonnages et valeurs)
- ↗ Taux de satisfaction des professionnels du tourisme

SYNTHESE

La consommation des ménages résiste encore, les créations d'entreprises repartent à la hausse et s'accompagnent d'un recul des liquidations judiciaires. La quasi stabilité de l'emploi et la moindre progression du chômage, notamment au niveau des jeunes, peuvent également être interprétés comme des signes positifs.

Malheureusement, d'autres indicateurs sont plus inquiétants : les chiffres d'affaires et les investissements des entreprises sont en baisse, les exportations restent en retrait et la construction de logement est toujours au plus bas.

L'évolution contrastée des indicateurs costarmoriciens s'inscrit dans un contexte économique toujours aussi morose au niveau national.

Les données du Tableau de bord des Côtes d'Armor sont actualisées aux dates suivantes :

- début juin pour les données du 1^{er} trimestre
- début septembre pour les données du 2^{ème} trimestre
- début décembre pour les données du 3^{ème} trimestre
- début mars pour les données du 4^{ème} trimestre.

ENTREPRISES

EVOLUTIONS 3^{èmes} trimestres 2013-2014

- 4,9 % de Chiffres d'Affaires
- + 16 % d'entreprises créées
- 14 % de liquidations judiciaires

ACTIVITÉ DES ENTREPRISES

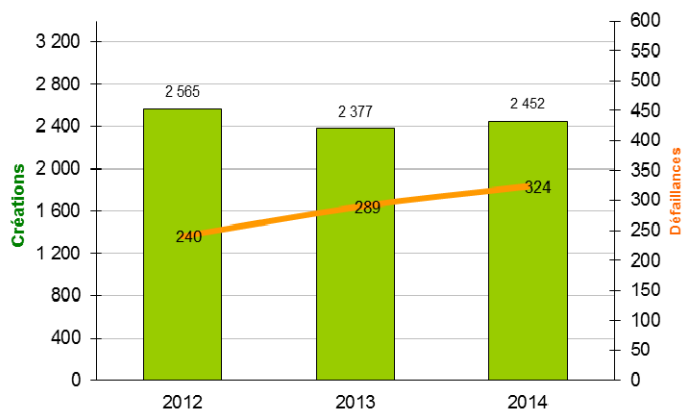
Part des Chiffres d'affaires des entreprises par secteur d'activités (en %)

Principaux secteurs	Janvier à sept 2013	Janvier à sept 2014
Commerce, réparation d'automobiles ...	28,7 %	32,0 %
Industrie manufacturière	28,0 %	28,8 %
Agriculture, sylviculture et pêche	13,2 %	12,9 %
Construction	7,5 %	7,5 %
Activités financières et d'assurance	3,6 %	3,2 %
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	3,2 %	2,6 %
Transports et entreposage	2,4 %	2,5 %
Hébergement et restauration	2,3 %	2,3 %
Activités de services administratifs et de soutien	2,4 %	1,7 %
Activités immobilières	1,6 %	1,7 %
Autres activités de services	1,1 %	1,1 %

Source : Direction Départementale des Finances Publiques

Créations d'entreprises

Données cumulées des 9 premiers mois de chaque année



Source : INSEE

- 24,9 % de TVA déductible (investissements)
- + 0,1 point de crédits à l'équipement
- + 66,7 % de m² de locaux autorisés

CHIFFRE D'AFFAIRES

5,7 milliards d'€ de Chiffres d'Affaires ont été déclarés par les entreprises costarmoricaines au cours du troisième trimestre 2014 (- 4,9 % à un an d'intervalle).

Sur les neuf premiers mois de l'année, le montant s'élève à 17,7 milliards, soit un recul de - 1,6 % par rapport à la même période de 2013. Hors inflation, le repli est plus important : - 2,1 %. Parmi les trois principaux secteurs économiques en termes de chiffres d'affaires, seule l'agriculture enregistre un repli (- 88 millions d'€) tandis que le commerce et l'industrie sont en progression (respectivement + 495 et + 64 millions d'€). Les secteurs de la santé humaine/action sociale et de l'administration publique sont également bien orientés.

CREATIONS ET DEPOTS DE BILAN

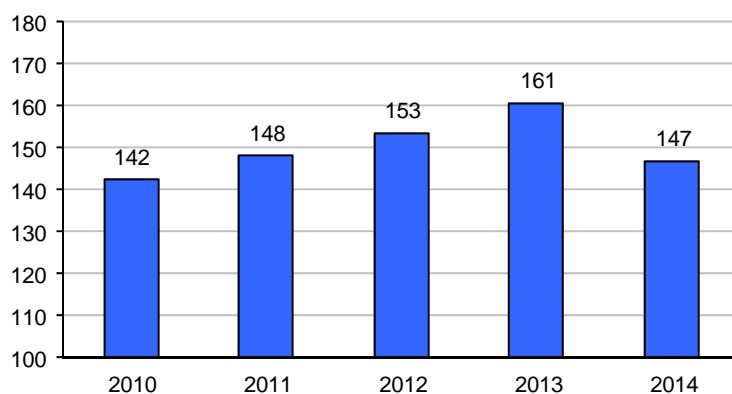
770 créations d'entreprises au cours du 3^{ème} trimestre, contre 666 à un an d'intervalle : l'augmentation est de 16 % et concerne les créations d'entreprises individuelles (+ 18 %), notamment par les autoentrepreneurs (+ 24 %) ainsi que les créations sous forme de sociétés (+ 8 %). Au total, depuis le début de l'année, 2.452 créations ont eu lieu (+ 3,2 %).

Malgré un troisième trimestre bien orienté (baisse de 14 % des procédures de redressements et liquidations judiciaires), le nombre total de procédures depuis le début de l'année (324) est en progression de 12 % par rapport à 2013.

ENTREPRISES

→ INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES

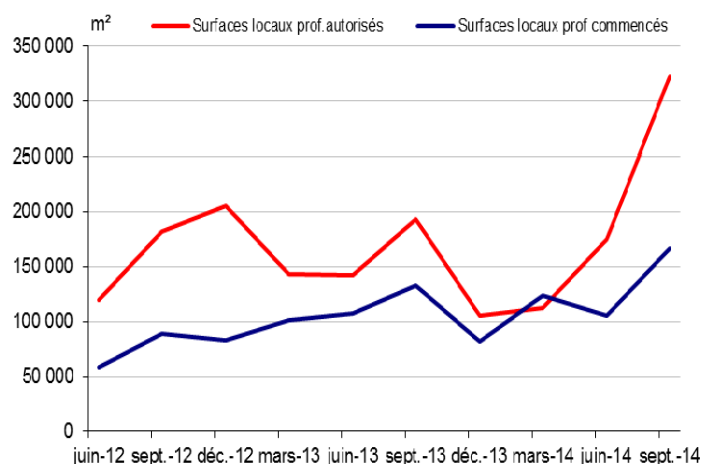
Investissement des entreprises (en millions d'€)
Données cumulées des 9 premiers mois de chaque année



Source : Direction Départementale des Finances Publiques

Surfaces locaux professionnels autorisés et commencés (en m²)

Données trimestrielles



Source : DREAL

INVESTISSEMENT

Le montant de TVA déductible sur immobilisations, indicateur de l'investissement des entreprises, **s'est élevé à 39 millions** d'euros au troisième trimestre 2014. Le recul à un an d'intervalle est important : - 24,9 %. De janvier à septembre, le montant de TVA déductible (147 millions d'€) est en repli significatif : - 8,6 % par rapport à la même période de 2013. La variation hors inflation est du même ordre (- 9 %).

CREDITS A L'EQUIPEMENT

La tendance est comparable à celle des trimestres précédents avec un encours des **crédits à l'équipement qui reste relativement stable depuis juin 2012** (aux alentours de 4,5 milliards d'€) et une épargne financière des entreprises toujours à la hausse (+ 10 points par rapport à septembre 2013).

CONSTRUCTION

322 343 m² de locaux professionnels ont été autorisés au cours du 3^{ème} trimestre (+ 66,7 % à un an d'intervalle). Depuis le début de l'année, l'amélioration est de 27,6 %.

L'évolution est également favorable au niveau des locaux commencés : + 25,9 % entre les troisièmes trimestres 2013 et 2014 et + 16 % sur les neuf premiers mois de l'année.

La construction de bâtiments industriels et les entrepôts sont les principaux bénéficiaires de cette embellie.

A l'inverse, l'artisanat enregistre une baisse aussi bien au niveau des surfaces autorisées que commencées.

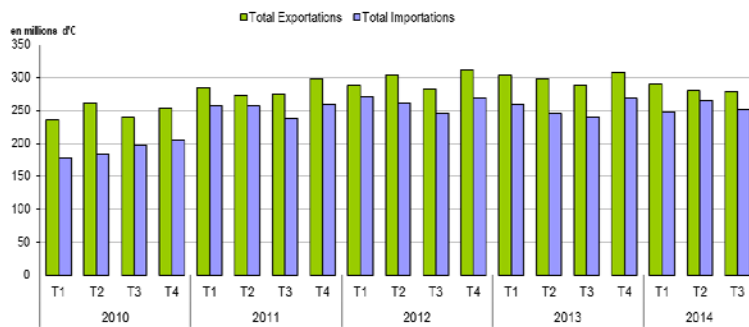
COMMERCE EXTERIEUR

EVOLUTIONS 3^{èmes} trimestres 2013-2014

- 3,3 % d'exportations
- + 4,8 % d'importations
- + 28 millions d'€ pour le solde commercial

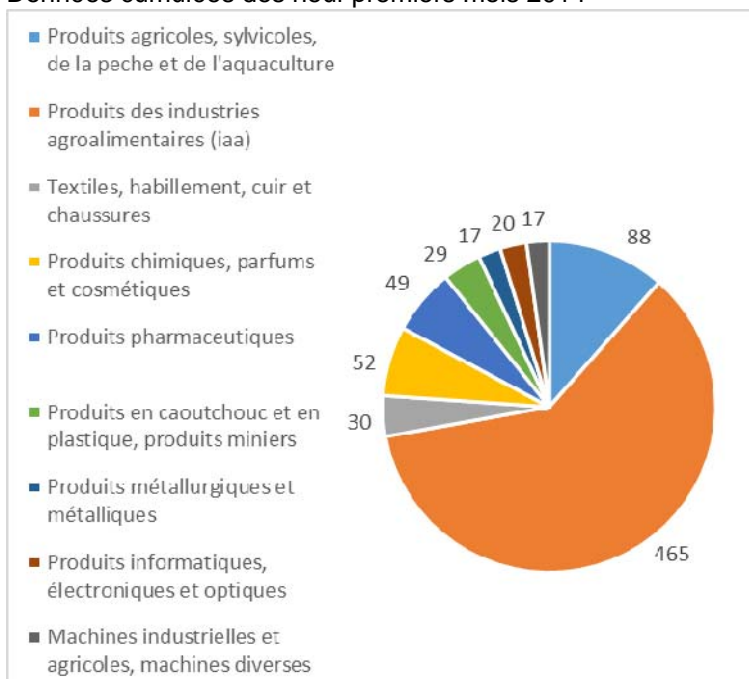
➔ IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS

Importations et exportations (en millions d'€ courants)
Données trimestrielles



Source : Direction Régionale des Douanes Bretagne

Principaux produits exportés (en millions d'€ courants)
Données cumulées des neuf premiers mois 2014



Source : Douanes

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS

Les exportations se sont élevées à plus de 280 millions d'euros au cours du troisième trimestre 2014 (- 3,3 % à un an d'intervalle). Depuis le début de l'année, la valeur cumulée des exportations est de 851 millions d'euros, soit un recul de - 4,5 % par rapport à 2013. Ce recul est de - 4,8 % si l'on ne tient pas compte de l'inflation.

Exceptés les produits métallurgiques et métalliques, et dans une moindre mesure les produits pharmaceutiques et chimiques, tous les autres principaux produits exportés sont en recul depuis le début de l'année. Les produits des IAA, de l'agriculture et de l'informatique/électronique/optique enregistrent les plus fortes baisses.

Les importations (252 millions d'€) sont en progression (+ 4,8 % entre le troisième trimestre 2013 et 2014). Sur l'ensemble des neuf premiers mois 2014, le total des importations (766,5 millions d'€) augmente de 2,8 %.

Les principales importations concernent les produits des IAA, les produits chimiques/parfums/cosmétiques, les produits métallurgiques et métalliques ainsi que les machines industrielles.

SOLDE COMMERCIAL

Le solde commercial du troisième trimestre est excédentaire (+ 28 millions d'€) mais inférieur à celui enregistré à un an d'intervalle (+ 49 millions d'€).

EMPLOI ET CHÔMAGE

EVOLUTIONS 3^{èmes} trimestres 2013-2014

- 0,1 % d'emplois salariés dans le privé (2^{èmes} trimestres)

+ 6,9 % de demandeurs d'emploi

+ 5,6 % d'emplois en intérim (juin)

+ 59 % d'heures de chômage partiel

+ 28 % de licenciements économiques

- 2 % de ruptures conventionnelles de CDI

➔ EMPLOIS SALARIÉS SECTEUR PRIVE (2^{ème} trimestre)

Evolution de l'emploi salarié privé par secteur
Données brutes

Côtes d'Armor	Juin 2013	Juin 2014	Variation 12 mois
Industrie	24 090	23 796	- 1,2 %
Construction	13 039	12 531	- 3,9 %
Commerce	23 119	23 319	0,9 %
Hôtels, cafés, restaurants	7 089	6 988	- 1,4 %
Autres services	48 933	49 288	0,7 %
Intérim	6 336	6 552	+ 3,4 %
Total emploi salarié	122 606	122 474	- 0,1 %
Bretagne			
Industrie	162 534	161 528	- 0,6 %
Construction	73 121	70 734	- 3,3 %
Commerce	138 138	138 836	0,5 %
Hôtels, cafés, restaurants	44 706	44 890	0,4 %
Autres services	336 282	339 141	+ 0,9 %
Intérim	31 543	32 614	+ 3,4 %
Total emploi salarié	786 324	787 743	0,2 %

Source : Urssaf Bretagne (emploi salarié secteur privé, hors secteur agricole)

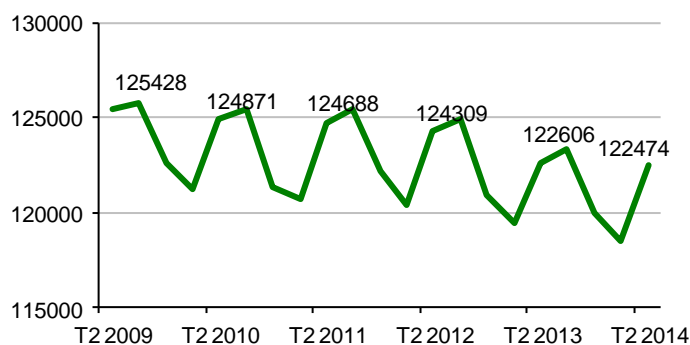
COMPARAISON COTES D'ARMOR, BRETAGNE ET FRANCE

Le département comptait **122.474 emplois salariés privés en juin 2014**, soit 132 de moins qu'en juin 2013. Ce léger recul (- 0,1 %) provient des destructions d'emplois enregistrées dans la construction (- 508 emplois), l'industrie (- 294 emplois) et les hôtels-café-restaurants (- 101 emplois). Par contre, le commerce et les «autres services» (transport, activités financières, assurances, activités immobilières, santé, action sociale, etc...) progressent respectivement de 200 et 355 emplois à un an d'intervalle.

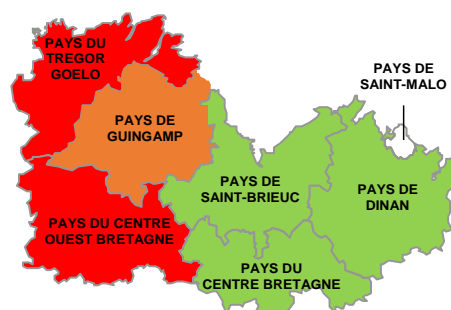
L'intérim, considéré comme un indicateur avancé en termes d'emploi, est bien orienté avec une hausse de 216 emplois (+ 3,4 %) sur un an.

Evolution par Pays de l'emploi salarié 2^{èmes} trimestres 2013-2014 (hors agriculture)

Evolution trimestrielle de l'emploi salarié privé – Côtes d'Armor Données brutes



Source : Urssaf Bretagne (emploi salarié secteur privé, hors secteur agricole)



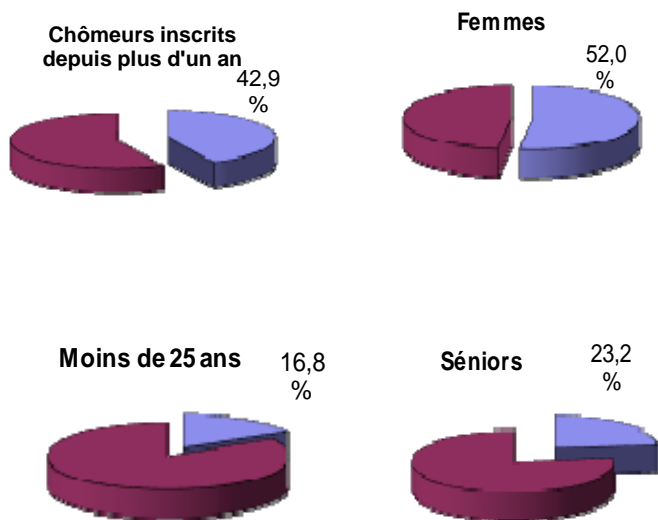
- Evolution positive
- Evolution négative de - 1,6 %
- Evolution négative plus importante

Source : Urssaf Bretagne

EMPLOI ET CHÔMAGE

➔ LE CHÔMAGE EN CÔTES D'ARMOR

Parmi les demandeurs d'emploi en Côtes d'Armor :



LES DEMANDEURS D'EMPLOI EN CÔTES D'ARMOR

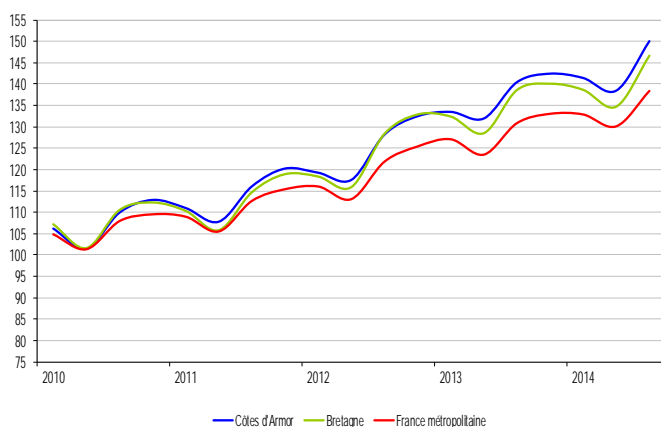
Au 30 septembre 2014, le département comptait **45.190 demandeurs d'emploi** (données brutes, catégories A, B, C), soit une progression de 6,9 % à un an d'intervalle (Bretagne et France : + 5,8 %). Si l'on ne retient que les demandeurs d'emploi n'ayant pas travaillé dans le mois (27 200), l'augmentation est moins importante (+ 5,8 %) mais reste supérieure à celles enregistrées au niveau régional (+ 4,8 %) ou national (+ 4,2 %). Enclenchée en début d'année, la baisse du rythme de progression se poursuit.

Elle touche notamment les jeunes (7 600 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans) dont le nombre a progressé de 5,6 % contre 9,1 % l'année dernière. Les demandeurs d'emploi de longue durée (19 400) ont vu également leur progression reculer (+ 15 % entre septembre 2012 et 2013 contre + 11 % entre septembre 2013 et 2014).

A l'inverse, aucune amélioration pour le nombre de seniors au chômage (10.500 personnes) dont le nombre augmente toujours au même rythme (+ 10,5 %).

Si la quantité d'offres d'emploi déposées est en hausse (17 153 offres en cumul annuel au 30 septembre 2014 contre 16 760 au 30 septembre 2013, soit + 2,3 %), la qualité en termes de durabilité est en baisse : les contrats de plus de 6 mois ou les CDI sont en recul de 5,8 %. Ces offres d'emplois durables ne représentent que 35 % des offres toutes catégories.

Demandeurs d'emploi en fin de mois de catégories A, B, C (Données brutes trimestrielles Base 100 en mars 2004)

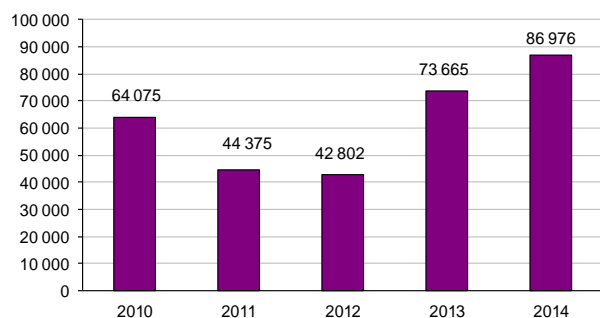


Source : Direccte

EMPLOI ET CHÔMAGE

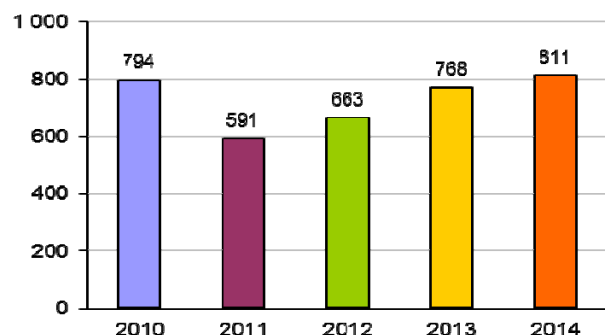
Nombre d'heures de chômage partiel

Données cumulées des 9 premiers mois de chaque année



Nombre de licenciements économiques

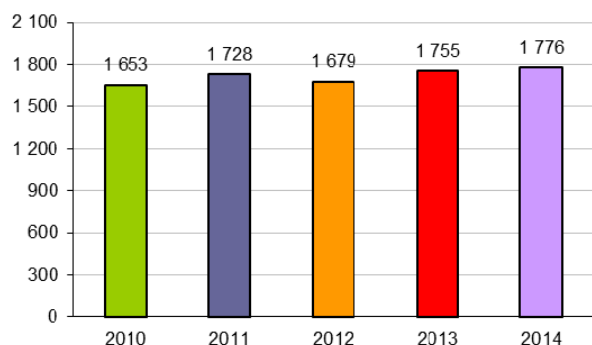
Données cumulées des 9 premiers mois de chaque année



Source : Direccte

Nombre de demandes de ruptures conventionnelles de CDI reçues

Données cumulées des 9 premiers mois de chaque année



Source : Direccte

LE CHÔMAGE PARTIEL

Conséquence de l'insuffisance des plans de charge des entreprises, **le recours à l'activité partielle** (18 441 heures effectives sur le trimestre, 86 976 cumulées depuis le début de l'année) **est en progression de 59 % sur le trimestre** et de + 18 % depuis le début de l'année.

LICENCIEMENTS

ET RUPTURES CONVENTIONNELLES DE CDI

258 licenciements économiques ont eu lieu au cours du troisième trimestre 2014 : la situation, qui s'était améliorée au premier semestre, s'est dégradée au cours des trois derniers mois avec une augmentation de 28 % du nombre de licenciements économiques. 811 licenciements économiques ont eu lieu sur l'ensemble des neuf premiers mois de l'année, soit + 5,6 % par rapport à la même période de 2013.

Le nombre de demandes de ruptures conventionnelles de CDI (613) est en recul de - 2 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2013. Depuis le début de l'année, 1 776 demandes ont été enregistrées, soit une progression de 1 % par rapport à la même période de 2013.

L'EMPLOI TEMPORAIRE

Avec 5 841 emplois équivalents temps plein, l'activité intérimaire est en progression de 5,6 % au second trimestre 2014. Supérieure à la moyenne nationale (+3 %), cette augmentation est toutefois inférieure à celle enregistrée en Bretagne (+ 8,4 %). Mis à part le transport et le commerce (commerce de gros en particulier), l'emploi intérimaire s'est accru dans tous les secteurs d'activités. La production de produits informatiques, électroniques et optiques connaît la plus forte progression (+ 48 %).

EMPLOI ET CHÔMAGE

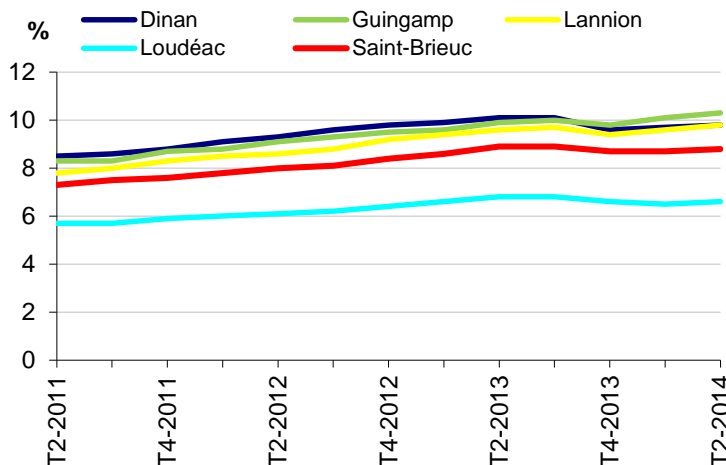
➔ LE TAUX DE CHÔMAGE : COMPARAISON REGIONALE ET NATIONALE

	DEFM Variation entre septembre 2013 et 2014	Taux de chômage au 30 juin 2014
Côtes d'Armor	+ 6,9 %	8,9 %
Bretagne	+ 5,8 %	8,6 %
France	+ 5,8 %	9,7 %

Sources : Direccte/Pôle Emploi

Taux de chômage localisés par ZE

Données trimestrielles



Source : Insee

TAUX DE CHÔMAGE

Le taux de chômage localisé des Côtes d'Armor était de 8,9 % au second trimestre 2014, en progression de 0,1 point à un an d'intervalle. Ce taux reste proche de celui de la région (8,6 %) et toujours inférieur à celui de la France métropolitaine (9,7 %) mais il continue de progresser alors qu'il est stable au niveau régional et national.

TAUX DE CHÔMAGE PAR ZONE D'EMPLOI

Comme au 1^{er} trimestre 2014, la zone d'emploi de Guingamp détient, au second trimestre 2014, le taux de chômage breton le plus élevé (10,3 %) et enregistre la plus forte progression à un an d'intervalle (+ 0,4 point entre les 2^{èmes} trimestres 2013 et 2014).

Les zones d'emploi de Dinan et Lannion se placent juste derrière celle de Guingamp avec un taux de chômage de 9,8 %. Toutefois, contrairement à celle de Lannion, la tendance est à la baisse pour la zone de Dinan (- 0,3 point).

Le taux de chômage de la zone d'emploi de Loudéac (6,6 %) est encore l'un des plus faibles de Bretagne.

Enfin, le taux de chômage sur la zone de Saint-Brieuc (8,8 %) a reculé de 0,1 point sur un an. Il est semblable à celui enregistré sur la zone d'emploi de Brest.

MENAGES ET LOGEMENT

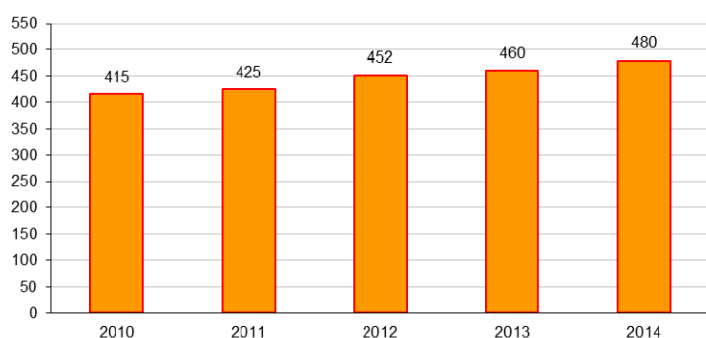
EVOLUTIONS 3^{èmes} trimestres 2013-2014

- + 2,7 % de TVA collectée
- + 8,2 points de crédits à l'habitat
- 5,4 % d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs
- 17,2 % de permis de construire de logements neufs
- + 7 % d'allocataires du RSA

➔ LA CONSOMMATION DES MENAGES

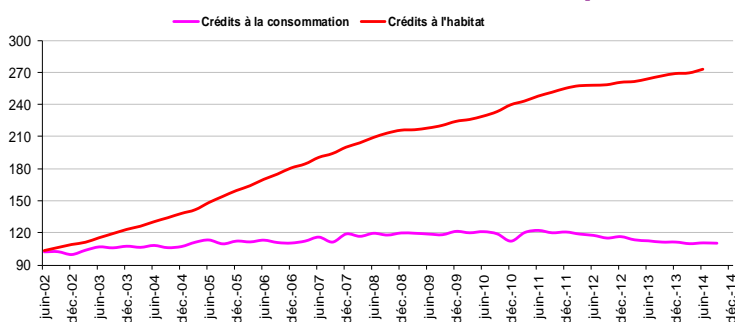
TVA collectée (en millions d'€)

Données cumulées des 9 premiers mois de chaque année



Source : Direction Départementale des Finances Publiques

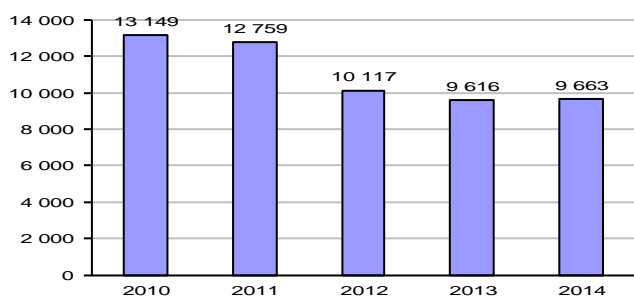
Evolution des indices des crédits aux particuliers



Source : Banque de France

Immatriculations de véhicules de tourisme neufs

Données cumulées des 9 premiers mois de chaque année



Source : Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie

LA TVA COLLECTEE

Indicateur de la consommation des ménages, **le montant de TVA collectée au troisième trimestre a atteint le niveau record de 171,1 millions d'€**. La progression est de 2,7 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2013 (+ 2,4 % hors inflation). 480 millions d'€ ont été collectés depuis le début de l'année, soit une augmentation de + 4,2 % à un an d'intervalle (+ 3,8 % hors inflation).

LE CREDIT

Toujours en progression, l'encours des crédits à l'habitat a gagné 8,2 points à un an d'intervalle. Il s'établit à plus de 7,8 milliards d'€.

L'encours des crédits à la consommation est encore en recul (- 1 point), la tendance est à la baisse depuis deux ans.

A l'inverse, l'épargne financière des particuliers est en progression (+ 1,7 point à un an d'intervalle). L'amélioration concerne notamment les Plans d'Epargne Logement qui, contrairement aux livrets, assurent un minimum de rendement.

IMMATRICULATION DES VEHICULES

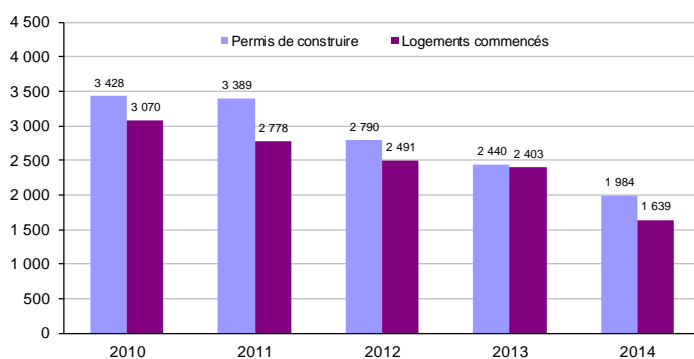
L'embellie des premiers mois de 2014 ne s'est pas poursuivie au 3^{ème} trimestre au cours duquel **22 878 véhicules neufs ont été immatriculés, soit un recul de 5,4 % à un an d'intervalle.** Toutefois, le nombre total d'immatriculations depuis le début de l'année reste légèrement supérieur (+ 0,5 %) à celui enregistré sur les 9 premiers mois de 2013,

MENAGES ET LOGEMENT

→ LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS NEUFS

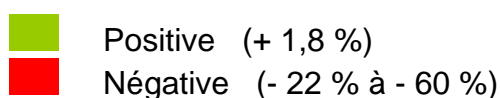
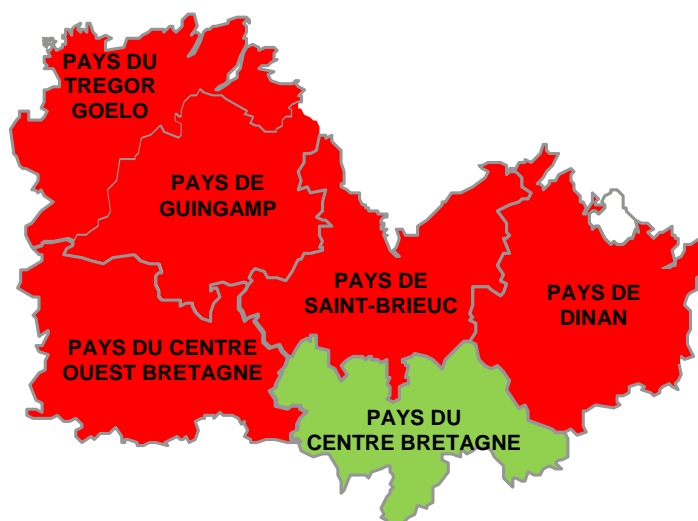
Evolution du nombre de logements autorisés et commencés

Données cumulées des 9 premiers mois de chaque année



Source : DREAL

Evolution du nombre de logements mis en chantier par Pays entre les 9 premiers mois de 2013 et 2014



Source : DREAL

LES LOGEMENTS NEUFS

Le niveau d'activité dans la construction n'a jamais été aussi bas **Seulement 668 logements ont été mis en chantier au cours du troisième trimestre 2014 (- 22,7 % à un an d'intervalle)** et 1 639 depuis le début de l'année (- 32 %).

Le nombre de permis de construire délivrés n'est pas mieux orienté : 649 logements autorisés au cours du 3^{ème} trimestre 2014 (- 17,2 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2013) et seulement 1 984 depuis le début de l'année (- 18,7 %).

Cette baisse touche aussi bien les maisons individuelles que les logements collectifs. La situation est identique au niveau régional avec un retrait de 21 % pour les logements mis en chantier au cours des neuf premiers mois et de - 26 % pour les permis de construire délivrés.

Variation 2013/2014 par Pays

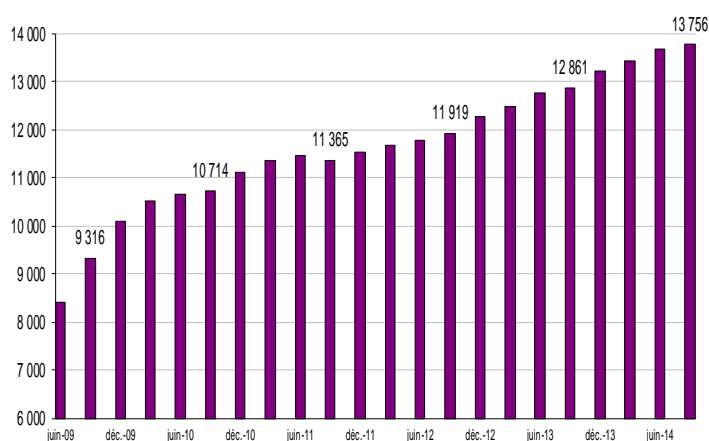
Si la construction repart au troisième trimestre sur les Pays de Guingamp (+ 13 % à un an d'intervalle) et du Centre Bretagne (+ 19 %), la tendance est toujours à la baisse pour les autres Pays.

Sur l'ensemble des neuf premiers mois de l'année, tous les Pays costarmoricains enregistrent une baisse du nombre de logements mis en chantier, excepté le Pays du Centre Bretagne qui enregistre une progression de 1,8 %. Le recul le plus important, en pourcentage, concerne le Pays du Centre Ouest Bretagne (- 61 %). La diminution est supérieure à 20 % pour les autres Pays.

MENAGES ET LOGEMENT

➔ LA PRECARITE

Evolution du nombre d'allocataires du RSA



Source : Caisse d'Allocations Familiales des Côtes d'Armor

REVENU SOLIDARITÉ ACTIVE

13.756 personnes percevaient le Revenu de Solidarité Active au 30 septembre 2014, soit 895 de plus qu'en juin 2013 (+ 7 %). Si le nombre d'allocataires augmente toujours, le rythme de progression est en diminution (il était de + 9,5 % en 2012 et de + 7,9 % en 2013).

Les allocataires du « RSA socle » sont les plus nombreux (8 342 personnes, soit 60,6 % du total des allocataires). Cette catégorie enregistre la plus faible augmentation (+ 5 % sur un an).

Les allocataires du RSA « activités » représentent environ 27 % des allocataires (3 731 personnes) et leur nombre est en nette augmentation depuis un an (+ 12 %).

Enfin, les allocataires du « RSA socle et activité » sont les moins nombreux (1 686 personnes) et leur nombre a augmenté de + 6,1 % entre septembre 2013 et septembre 2014.

La répartition entre les différents types d'allocataires reste globalement stable depuis la mise en place de la prestation.

A noter que 6 955 demandeurs d'emploi (soit 15 % des chômeurs) percevaient une allocation RSA fin septembre 2014. L'augmentation est de + 18,2 % en un an, nettement supérieure à celles enregistrées au niveau régional (+ 14 %) ou national (+ 12 %).

TOURISME - AGRICULTURE

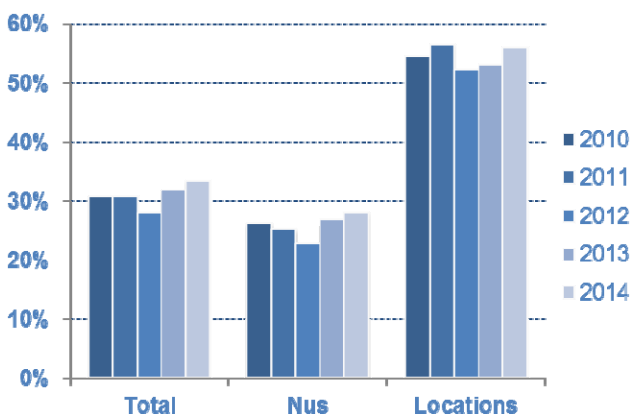
EVOLUTIONS 3^{èmes} trimestres 2013-2014

Taux de satisfaction des professionnels du tourisme en hausse

+ 20,2 % tonnes de produits de la pêche vendues en criées (+ 7,1 % en valeur)
Tendances favorables pour les abattages

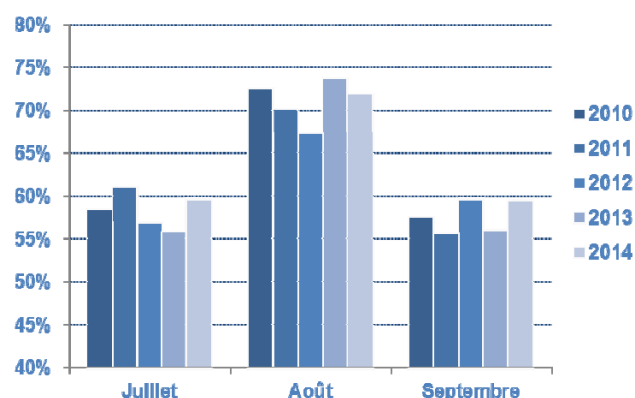
➔ LE TOURISME

Taux d'occupation des campings (saison 2014)



Source : Côtes d'Armor Développement

Taux d'occupation des hôtels (3^{ème} trimestre 2014)



Source : Côtes d'Armor Développement

Taux d'occupation en hausse pour les campings

En 2014, le taux d'occupation des campings est de 33,3 %, en hausse de 1,6 point par rapport à 2013. La hausse est plus marquée pour les locations (+ 3 points) que pour les emplacements nus (+ 1 point).

Les campings du département cumulent près de 1,8 million de nuitées sur l'ensemble de la saison (mai à septembre). La progression (+ 5,2 % par rapport à 2013) concerne les clientèles françaises comme étrangères. La Bretagne, les Pays de Loire et la Basse-Normandie font partie des régions qui ont le plus progressé en 2014.

Tout comme pour les hôtels lors du 3^{ème} trimestre

Le taux d'occupation (TO) des hôtels au 3^{ème} trimestre 2014 est de 63,7 %, en hausse de 1,7 point par rapport au 3^{ème} trimestre 2013. Alors que les mois de juillet et de septembre progressent (près de 60 % de TO), le mois d'août recule de 1,8 point mais garde un TO à 70 %.

Les hôtels bénéficient d'une progression de leur taux d'occupation (+ 2,3 et 3,5 points) sur les Pays de Dinan et Guingamp-Trégor, tandis qu'ils restent plutôt stables dans les Pays de St-Brieuc et Centre Bretagne (Centre-Centre-Ouest et Pontivy).

TOURISME - AGRICULTURE

→ LA PECHE ET L'AGRICULTURE

Comparaison des indicateurs

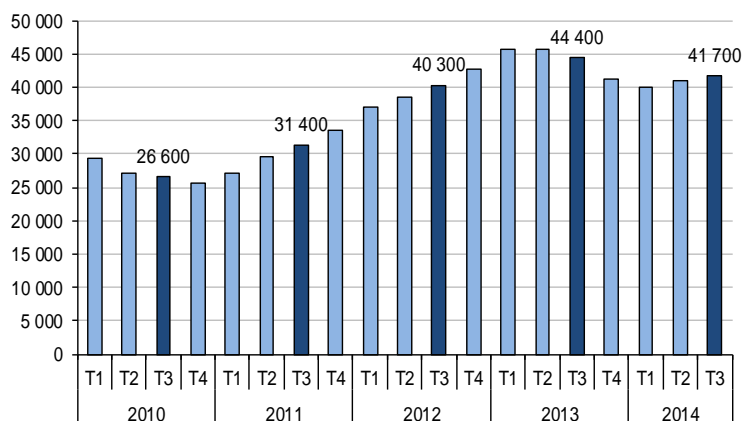
3^{ème} trimestre 2013 et 2^{ème} trimestre 2014

	T3 2013	T3 2014	Variation
Livraisons de lait (milliers d'hl)	3 097	3 298	+ 6,5 %
Abattages gros bovins (milliers de têtes)	69	76	+ 10,1 %
Abattages veaux (milliers de têtes)	13	13	+ 0,0 %
Abattages porcins (milliers de têtes)	1 238	1 241	+ 0,2 %
Abattages poulets (milliers)	9 811	10 344	+ 5,4 %
Abattages dindes (milliers)	1 355	1 122	- 17,2 %
Pêche-ventes en criées (tonnes)	5 115	6 148	+ 20,2 %
Pêche-ventes en criées (milliers d'€)	13 230	14 171	+ 7,1 %

Sources : Draaf/CAD

Investissement en agriculture

en €/exploit (*)



(*) Analyse sur près de 5.000 exploitations agricoles professionnelles en croisière (hors installations notamment)

Source : CER FRANCE

LA PÊCHE

6 148 tonnes de produits de la mer ont été débarquées en criées au cours du troisième trimestre 2014, pour un montant de 14,171 millions d'€ La situation est en nette amélioration à un an d'intervalle, aussi bien au niveau des tonnages (+ 20,2 %) que de la valeur des produits vendus (+ 7,1 %) qui atteint un niveau record pour un 3^{ème} trimestre.

Les débarquements de poissons, une quarantaine d'espèces, n'ont jamais été aussi élevés (3 660 tonnes) et, malgré une baisse du prix moyen (2,85 €/Kg), enregistrent une progression significative de la valeur (+ 13,7 %).

Pour les coquillages, les volumes sont en hausse de 17,3 % et les valeurs sont stables. L'augmentation des débarquements d'amandes de mer (330 tonnes en 2014, contre 102 en 2013) ont fait baisser le prix moyen de 15 %.

Les céphalopodes accusent une baisse en valeur de 13,8 % due à une chute des apports (- 10%).

L'AGRICULTURE

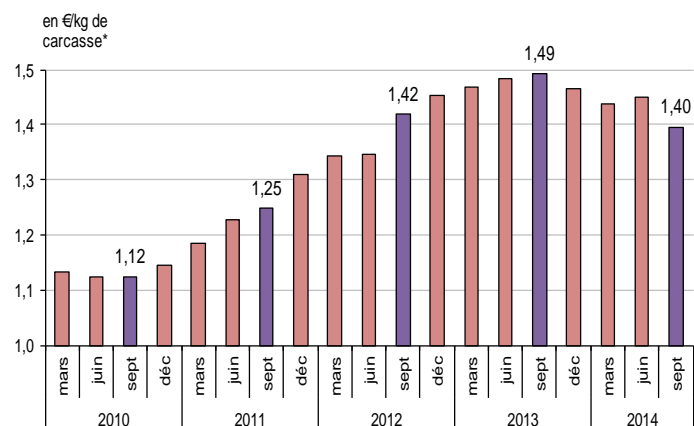
La hausse d'activité des abattoirs est significative entre les 3^{èmes} trimestres 2013 et 2014, excepté pour les dindes, à nouveau en recul. Les livraisons de lait sont également très bien orientées.

Les investissements en agriculture repartent à la hausse depuis le 2^{ème} trimestre 2014. La remontée des revenus en production laitière et porcine, à l'origine de cette amélioration, devrait toutefois être freinée en 2015 par une conjoncture moins favorable (fin des quotas laitiers et embargo russe).

TOURISME - AGRICULTURE

→ LA PECHE ET L'AGRICULTURE

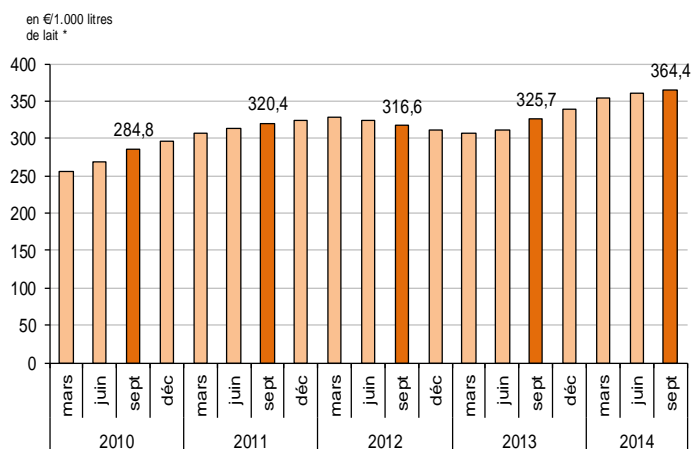
Prix de base du porc au Marché du Porc Breton



* Les producteurs perçoivent des plus-values liées à la qualité et au respect de différents cahiers des charges

Source : CER France

Prix de base du lait dans les Côtes d'Armor (Moyenne des deux principaux acheteurs)



* Les producteurs perçoivent des compléments de prix liés à la composition et à la qualité

Source : CER France

L'AGRICULTURE (SUITE)

Prix du porc : La tendance est globalement à la baisse depuis un peu plus d'un an et le prix moyen annuel fin 2014 pourrait s'établir vers 1,33€/kg.

La décision prise par la Russie de fermer ses frontières pour raisons sanitaires fin janvier est à l'origine de ce décrochage. Cet embargo, élargi à d'autres produits, a été reconduit jusqu'en août 2015 et la forte concurrence européenne pèse sur les marchés. Les gains de volume à l'export vers l'Asie et les USA ne permettent pas une remontée des cours.

Prix du lait : L'accroissement du prix du lait, démarré mi-2013, s'est poursuivi jusqu'en septembre 2014, à un rythme toutefois ralenti depuis l'été. Le prix de base, qui avait atteint un niveau de 340 € pour 1 000 litres sur l'année 2013, devrait s'établir à 360 € ou 363 € sur l'année 2014. Le revenu des producteurs remonte malgré la faible baisse du coût des aliments.

Conséquence de l'embargo russe, l'année 2015 sera sans doute moins favorable. Les futures négociations avec la grande distribution début 2015 seront importantes pour éviter une trop forte baisse de prix au producteur.

LES PARTENAIRES

➔ CE BULLETIN DE CONJONCTURE A ETE REALISE EN COLLABORATION AVEC :

- ⊙ La Direction Départementale des Finances Publiques
- ⊙ L'Insee Bretagne
- ⊙ La Banque de France
- ⊙ La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)
- ⊙ La Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF)
- ⊙ Les Directions Régionale et Départementale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE)
- ⊙ La Direction Régionale des Douanes
- ⊙ La Cellule Economique du BTP
- ⊙ La Caisse d'Allocations Familiales
- ⊙ CER France



www.armorstat.com
le Centre de ressources
socio-économiques
des Côtes d'Armor



Côtes d'Armor Développement
7, rue Saint-Benoît - 22000 ST-BRIEUC
Tél. : 02 96 58 06 58 - Fax : 02 96 58 06 50
Contact : Françoise Louargant - doc@cad22.com